



**Syndicat
des Mobilités
de Touraine**

**CONVENTION DE FINANCEMENT ET DE
PARTENARIAT RELATIVE A LA CREATION D'UN
POSTE DEDIE AU SERM DE TOURAINE**

ENTRE,

La REGION Centre-Val de Loire, représentée par le Président du Conseil régional, Monsieur François BONNEAU, dont le Siège est situé 9 rue Saint-Pierre Lentin 45041 Orléans Cedex 1, habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil régional CPR n°24_03_34_01 en date du 22 mars 2024, ci-après désignée « **LA REGION** »

d'une part

ET

LE SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINE, représenté par Monsieur Emmanuel DENIS, Président du Syndicat des Mobilités de Touraine, dont le Siège est situé 60 avenue Marcel Dassault 37 000 Tours, *habilité par délibération du Comité syndical du 23 avril 2025*, ci-après désigné « **LE SYNDICAT** »

»

VU :

- Le Code général des collectivités territoriales,
- Le Code des transports,
- Le Code de la commande publique,
- La délibération n° 23.05.02 du 21 décembre 2023 approuvant le volet mobilités du contrat de plan Etat-Région 2021-2027 de la région Centre-Val de Loire, en date du 21 décembre 2023,
- La loi L2023-1269 du 27 décembre 2023 relative aux Services Express Régionaux Métropolitains (SERM)
- Le Comité de pilotage du projet « SERM de Touraine » en date du 28 novembre 2023

IL EST PRÉALABLEMENT RAPPELÉ CE QUI SUIT :

La Région Centre-Val de Loire, le Syndicat des Mobilités de Touraine et Tours Métropole se sont engagés depuis fin 2023 dans une démarche de constitution du Service Express Régional Métropolitain de Touraine, avec l'ensemble des partenaires du territoire (communautés de communes, département, gestionnaires d'infrastructures...). A ce titre, une gouvernance spécifique a été mise en place et une équipe dédiée au projet a été constituée parmi les équipes préexistantes de la Région, la Métropole et le Syndicat des Mobilités de Touraine.

Ce fonctionnement a montré son efficacité jusqu'à présent, avec l'organisation de groupes de travail récurrents avec l'ensemble des partenaires, le lancement de près de 4 études de front, des projets de court terme (réouverture de la halte de Fondettes Saint-Cyr-sur-Loire, intégration tarifaire...) et surtout la reconnaissance par l'Etat du projet grâce à l'obtention de la labélisation SERM en juin 2024.

Cependant, les projets se développant et étant amenés à s'intensifier, nécessitent la mobilisation de ressources correspondantes adaptées. Il a donc été proposé de créer un poste supplémentaire de chargé.e de mission dédié au projet du SERM de Touraine co-financé par le Syndicat des Mobilités de Touraine et la Région, dont l'employeur est la Région et qui sera localisé à Tours.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention formalise les modalités administratives, juridiques et financières entre les parties liées à la mutualisation du poste de chargé de mission SERM de Touraine.

La personne employée aura pour mission de contribuer au projet du SERM de Touraine en travaillant avec les équipes déjà mobilisées pour le projet, et tout particulièrement les chefs de projets respectifs côté Région et côté Syndicat.

Article 2 – Situation du poste

Les caractéristiques du poste sont les suivantes :

- Intitulé : Chargé.e de mission SERM de Touraine
- Employeur : Région Centre-Val de Loire
- Localisation : Tours (50% Maison de la Région et 50% Syndicat des Mobilités de Touraine)
- Contrat : contrat de projet de 3 ans, sans possibilité de prolongation

L'agent.e est susceptible de travailler sur l'ensemble des thématiques liées au SERM de Touraine en cohérence avec le travail des autres agents et en cohérence avec les politiques publiques mises en place par la Région et le Syndicat.

Trois mois après le recrutement de l'agent.e (correspondant à la fin de la période d'essai), un point de situation est effectué entre la Région et le Syndicat pour s'assurer que les conditions de réussite sont toujours réunies.

Article 3 – Engagement des parties

Chaque partie sera responsable de l'exécution et la bonne réalisation des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention.

3.1 Obligations de la Région Centre-Val de Loire

Les parties conviennent que le poste mutualisé, et donc l'agent.e recruté.e, sera sous la responsabilité hiérarchique de la Région Centre-Val de Loire, au sein de la Direction Générale des Mobilités

Durables. Pour ce faire, la Région Centre-Val de Loire assurera :

- Le processus de recrutement
- L'accueil de l'agent.e dans ses locaux
- La mise à disposition de matériels informatiques et bureautiques
- La gestion de cet.te agent.e pendant la durée de son contrat de travail (carrière, absences, accidents du travail ou discipline)
- Le financement de la moitié du coût de ce poste

3.2 Obligations du Syndicat des Mobilités de Touraine

Le Syndicat s'engage à prendre en charge et à inscrire à son budget les crédits inhérents à la mutualisation du poste de chargé.e de mission SERM de Touraine, correspondant à la moitié du coût total.

Le Syndicat des Mobilités de Touraine s'engage par ailleurs à exercer un rôle de conseil dans le recrutement de l'agent et lui mettre à disposition un bureau pour que l'agent.e puisse venir travailler une moitié de jours par semaine dans les locaux et échanger avec les agents également mobilisés sur le SERM.

Article 4 – Coût du poste mutualisé

La rémunération de l'agent s'effectuera dans le cadre législatif et réglementaire des contractuels territoriaux et du régime indemnitaire de la Région.

S'agissant de la rémunération de l'agent, les évolutions de salaire suivantes s'appliqueront de plein droit et seront répercutées aux autres parties à la convention sans qu'il ne soit nécessaire de passer un avenant :

- Celles qui sont liées à une évolution réglementaire ou à des mesures décidées au niveau national (Augmentation du point d'indice dans la fonction publique, modification des grilles etc.)
- Celles qui sont liées à une évolution de sa situation de famille (naissance d'un ou plusieurs enfants)
- Celles qui sont liées à la mise en œuvre d'une politique décidée par la Région Centre-Val de Loire pour l'ensemble de ses salariés (augmentation des titres restaurants / participation à la prévoyance / complémentaire santé...)
- Celles qui sont liées à une modification du régime indemnitaire et à des éventuelles primes décidées par le responsable hiérarchique de l'intéressé, du fait de sa manière de servir et dans la limite maximale 1500€ brut (charges patronales comprises) attribués par semestre »
Coût du poste annuel chargé / 2 = part due par chaque partie

A date de signature de la présente convention, le coût estimatif du poste annuel chargé est de 50k € brut chargé.

Afin de prendre en compte les éventuelles revalorisation salariales ou primes versées à l'agent au cours de sa mission, qu'elles soient réglementaires ou contractuelles, les parties conviennent que sera établi un coût prévisionnel à l'année, sur lequel se baseront les premiers versements, et qu'un ajustement du coût annuel sera réalisé, si nécessaire, lors du dernier versement dû.

Article 5 – Durée de la convention

La convention entrera en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties, et prendra fin au dernier versement dû par l'ensemble des parties.

Article 6 – Modalités de règlement

Un titre de paiement sera émis annuellement à destination du Syndicat par la Région Centre-Val de Loire, qui correspondra au total du coût annuel du poste chargé, dû par le Syndicat, qui s'acquittera du montant dû sous trente (30) jours suivants l'émission du titre de paiement.

Article 7 – Modification de la convention

Toute modification à la présente convention, y compris quant à la durée, devra être constatée par avenant approuvé dans les mêmes termes par les Parties.

Article 8 – Règlement des litiges

En cas de litiges relatifs à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable, avant de recourir, en cas de désaccord persistant, à la juridiction compétente.

Le cas échéant, seul le Tribunal Administratif d'Orléans est compétent en la matière.

Article 9 – Notifications et contacts

Toute notification faite par l'une des Parties à l'autre pour les besoins de la présente convention de financement sera adressée par écrit et envoyée par courrier simple ou fax ou courrier électronique à :

Pour la Région Centre-Val de Loire

Direction Générale des Mobilités Durables

9, rue Saint-Pierre Lentin

45041 ORLEANS CEDEX 1

Tél : 02.38.70.35.46

Courriel : secretariat.transports@centrevaldeloire.fr

Pour le Syndicat des Mobilités de Touraine

60 Avenue Marcel Dassault

CS 30 651 – 37206 Tours Cedex

Tel : 02.47.80.12.00

Courriel : mobilites@mobilites-touraine.fr

Fait à Orléans, en deux exemplaires originaux, le

**Le Président
Du Syndicat des Mobilités de Touraine**

**Le Président
de la Région Centre Val de Loire**

Emmanuel DENIS

François BONNEAU